



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 12 – 4 DECEMBRE 2015

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

2Mds EUR  
PROMIS POUR  
LES ENERGIES  
RENOUVELABLES  
EN AFRIQUE

PREMIERE EDITION  
DU *CAMEROON*  
*INVESTMENT*  
*FORUM*

SEMINAIRES  
REGIONAUX SUR  
LES PPP EN  
AFRIQUE

ANGOLA : FOCUS  
SUR LA R&D

LANCEMENT DE LA  
4G EN COTE  
D'IVOIRE

CAMPAGNE DE  
PROMOTION DES  
BLOCS  
PETROLIERS AU  
GABON

MALI : SUCCES  
DES JOURNEES  
DE L'  
INDUSTRIALISATION

RENFORCEMENT  
DE LA  
COOPERATION  
ENTRE L'ETHIOPIE  
ET LE SOUDAN

*FRENCH WEEK*  
ORGANISEE PAR LA  
CCI FRANCE-  
NIGERIA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ **Somalie : réouverture de l'Ambassade de Somalie à Washington**

L'ambassade de la Somalie a rouvert à Washington après 24 ans. La réouverture de l'ambassade est une autre étape vers la normalisation des relations américano-somaliennes, depuis la reconnaissance officielle du gouvernement somalien en janvier 2013, selon le secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines de Washington, Linda Thomas-Greenfield.

✉ [dior.delaveille-mackongo@diplomatie.gouv.fr](mailto:dior.delaveille-mackongo@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ **Afrique de l'Est : renforcement de la coopération entre l'Éthiopie et le Soudan**

Le premier vice-président soudanais Hassabo Mohamed Abdul-Rahman s'est rendu à Addis Abeba pour un *Joint Sudanese Higher Committee* (JSEHC), qui a pris les décisions suivantes : l'étude de l'établissement d'une zone franche commune à la frontière des deux pays, l'ouverture de banques soudanaises en Ethiopie et réciproquement, l'étude d'une liaison ferroviaire entre Port Soudan et l'Ethiopie, l'activation d'accords passés de délimitation de la frontière entre les deux pays et l'établissement d'une fréquence trimestrielle pour la tenue des JSHEC. La zone fertile d'Al Fashaga, d'une surface de 250 km<sup>2</sup>, fait l'objet d'un contentieux entre les deux pays.

✉ [olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ **Eranove décide de lancer une double cotation à Paris et à la bourse régionale de l'UEMOA**

Le groupe franco-africain Eranove, producteur et distributeur d'électricité et d'eau potable en Afrique de l'ouest, vise une introduction coordonnée sur le marché boursier de Paris et la bourse régionale des valeurs mobilières de la zone UEMOA, basée à Abidjan. Cette double cotation devrait se faire au premier trimestre 2016. A cette occasion, le groupe entend lever 200 M EUR. Priorité a été donnée à la place de Paris sur laquelle 160 M EUR pourraient être levés. Eranove contrôle la Compagnie ivoirienne d'électricité, la Société de distribution d'eau de Côte d'Ivoire et la Sénégalaise des Eaux. Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 430 M EUR en 2014 et dégagé un résultat net de 31 M EUR.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtrésor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtrésor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ **Tanzanie : le shilling tanzanien parmi les monnaies africaines les plus dépréciées en 2015**

Le shilling tanzanien (TZS) figure parmi les cinq monnaies ayant subi la plus forte dépréciation à l'échelle de l'Afrique, selon la plateforme d'analyse financière Capital Markets in Africa. Dans ce classement, le TZS enregistre la plus forte dépréciation après les monnaies zambienne, ougandaise, angolaise, et mozambicaine. Le TZS a connu une dépréciation de 20% entre janvier et septembre 2015 (Banque mondiale). Le FMI a récemment indiqué que la valorisation actuelle était cohérente avec les fondamentaux de l'économie, alors qu'il considérait le shilling tanzanien comme surévalué en 2014.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Afrique du Sud : faible progression du PIB au 3<sup>ème</sup> trimestre**

Les données préliminaires de la croissance au 3<sup>ème</sup> trimestre 2015 font état d'une progression du PIB de 0,7 % en rythme trimestriel corrigé des variations saisonnières. En tenant compte de l'effet saisonnier, la croissance a été quasi nulle entre le 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> trimestre. Cette faible progression intervient après une contraction de 1,3 % en rythme trimestriel CVS au 2<sup>ème</sup> trimestre. En glissement annuel, la croissance a de nouveau décéléré à 1,0 %, après 1,3 % au T2 et 2,2 % au T1. Attendue à 1,4 % selon la Banque centrale, la croissance 2015 pourrait être plus faible encore du fait de la hausse des taux d'intérêt, de l'atonie de la demande externe, des cours toujours bas des matières premières et du coût de la sécheresse.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Zambie : forte accélération de l'inflation en novembre**

En novembre, l'inflation s'est accrue à 19,5 % en g.a. après 14,4 % en octobre, son plus haut niveau depuis septembre 2005. Depuis janvier, la hausse moyenne des prix est de 9,1 %, au-delà de la cible de 7 % fixée par les autorités monétaires. Cette forte inflation reflète l'impact de la dépréciation du kwacha (inflation importée), ainsi que les conséquences de la sécheresse en cours sur les prix des denrées alimentaires et les tarifs d'électricité. Sur l'année, l'inflation pourrait dépasser 10 %, avant d'accélérer davantage en 2016 du fait de la faiblesse persistante de la devise.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Zimbabwe : pour 2016, croissance à 2,7 %, poursuite de la déflation et légère réduction du déficit**

Le ministre des Finances a présenté le budget 2016 établi sur une prévision de croissance de 2,7 % après 1,5 % en 2015, une projection plus optimiste que celle du FMI (2,4 % après 1,4 % en 2015). L'économie bénéficierait de la vitalité du secteur aurifère, dont la production croîtrait de 28 % l'an prochain, d'une progression de la contribution au PIB des secteurs financier et du tourisme, ainsi que d'un rebond du secteur de la construction. En outre, le ralentissement de l'inflation se poursuivrait avec un taux de 1,6 % en 2016 après 2,3 % en 2015. Du côté des finances publiques, le rebond espéré de la croissance permettrait de réduire le déficit de 2,1 % en 2015 à 1,1 % en 2016.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : la bourse de Lagos a atteint son niveau le plus bas depuis décembre 2012, les investisseurs étrangers rapatriant leurs capitaux hors du pays**

L'indice boursier de la place de Lagos a chuté de 6,2% en novembre, atteignant son niveau le plus bas depuis 3 ans. Les investisseurs étrangers se désengagent du Nigéria, échaudés par l'attentisme au niveau politique et la dégradation de la situation économique. Cette fuite des capitaux a été renforcée par la décision de la Banque centrale la semaine dernière de réduire le taux directeur. Les investisseurs s'attendaient plutôt à une remontée des taux, étant donné le niveau de l'inflation, les pressions à la dépréciation sur le naira et le besoin d'attirer des capitaux étrangers.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la soutenabilité des subventions aux carburants en question**

Alors qu'entre janvier et août les recettes issues des exportations de pétrole et de gaz à l'étranger s'élevaient à 3,4 Mds USD, le Sénat vient d'approuver une rallonge budgétaire de 2,6 Mds USD destinée au paiement des subventions aux carburants. Bloomberg rapporte que le Nigéria importe plus des deux tiers des produits raffinés que le pays consomme, à un coût trois fois supérieur au prix de vente.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina-Faso : élection de Roch Kabore à la présidence de la République**

Roch Kabore (MPP) a été élu à la présidence du Burkina Faso au premier tour, avec près de 53% des voix. Ses principaux opposants ont salué cette victoire, et indiqué qu'il n'y avait pas lieu de contester les résultats de ce scrutin. Avec cette élection, le pays devrait retrouver une stabilité politique après une période particulièrement agitée (révolution d'octobre 2014 et putsch militaire de septembre 2015). Cette situation devrait contribuer à relancer l'activité économique qui tournait au ralenti depuis plus d'une année.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : succès des journées de l'industrialisation**

Le 28 novembre 2015, le président de la République malien et plusieurs autres autorités du pays, les représentants des partenaires techniques et financiers (PTF) et les présidents d'associations patronales et consulaires ont ouvert les journées de l'industrialisation en Afrique. A cette occasion, un livre blanc proposant 21 solutions de relance de l'industrie a été remis au président de la République. Parmi ces solutions, figurent la réduction de la TVA à 5% pour les produits manufacturés au Mali, l'instauration d'une clause de sauvegarde sur les importations en provenance de l'UEMOA, l'établissement d'une instance d'arbitrage des litiges fiscaux composée du secteur privé, de l'administration et des PTF.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : premier petit-déjeuner thématique pour les VIE/VIA**

Business France, en collaboration avec le cabinet Horsain, a organisé un petit-déjeuner autour du thème « sensibilisation à la sécurité économique » à destination des VIE/VIA en poste en Côte d'Ivoire le 19 novembre dernier. Ce petit-déjeuner est le premier événement entièrement dédié aux VIE/VIA et fait partie intégrante de la stratégie d'animation de la communauté VIE/VIA que Business France souhaite mettre en place. L'animation prévoit un événement mensuel sur une thématique précise d'intérêt général ou sectorielle.

✉ sophie.clavelier@businessfrance.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Le Gabon a le taux d'imposition des entreprises le plus faible de la CEMAC

L'édition 2016 de « Paying Taxes » classe le Gabon comme le pays dont le système fiscal est le plus favorable aux entreprises dans la CEMAC. Si le Gabon se classe premier dans la sous-région, il occupe toutefois le 158ème rang mondial sur 189 économies, et la 31ème position au plan africain. Son taux moyen d'imposition, défini comme le total des impôts et charges obligatoires rapporté au bénéfice avant leur perception, est de 45,7%. La Guinée équatoriale est 32ème sur les 52 économies africaines avec un taux de 47,1%. Viennent par ordre le Cameroun (39ème avec 48,8%), le Congo (43ème avec 56%), le Tchad (47ème avec 63,5%) et la Centrafrique (51ème avec 73,3%).

✉ [thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : adoption de projets de loi pour la modernisation et la sécurisation du secteur financier

Le conseil des ministres a adopté deux projets de loi dans le secteur financier, le 24 novembre dernier. Ces textes visent à mettre en conformité le système financier djiboutien avec la réglementation internationale. Le premier projet concerne la création d'un système d'information de crédit, en complément de la centrale des risques de la Banque centrale. Ce dernier devrait faciliter l'appréciation de la solvabilité des emprunteurs et contribuer à prévenir les situations de surendettement. Le second porte sur la création d'un système de paiement national, qui vise à sécuriser les transactions financières et à accompagner la hausse des paiements électroniques.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : maintien du taux directeur de la banque centrale kényane à 11,5%

La CBK a annoncé le maintien de son taux directeur à 11,5 % pour la deuxième fois consécutive depuis septembre 2015. Elle estime que la hausse de l'inflation de 6% en septembre (en glissement annuel) à 6,7% en octobre ne remet pas en cause son objectif d'inflation à 5% (+/-2,5%). La CBK avait relevé le taux directeur de 8,5% à 11,5% entre mai et juillet, via deux hausses successives de 150 points de base. Cette décision avait été motivée par la hausse de l'inflation, liée - selon elle - à la dépréciation du shilling contre le dollar.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : audition du secrétaire d'Etat rwandais en charge des Mines auprès de la Chambre des représentants américaine

Evode Imena s'est rendu à Washington dans le cadre des auditions sur le bilan du Dodd-Frank Act. Cette loi oblige les entreprises rendant compte à la *Security & Exchange Commission*, équivalent de l'AMF, à établir une traçabilité sur les minerais pour démontrer que les minerais utilisés ne proviennent pas de zones de conflit. Il a déclaré que les obligations liées à cette loi constituaient un coût important et freinaient l'investissement, insistant sur la nécessité de mettre un terme à ce qu'il considère être de facto un boycott, qui ralentit l'économie. Le secteur minier ne représente qu'1,9% du PIB et des interrogations demeurent sur l'origine de certains minerais.

✉ [loic.agostini@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.agostini@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Angola : focus mis sur la R&D

Le gouvernement angolais et la Banque africaine de développement (BAfD) ont signé le 27 novembre à Luanda un accord de financement de 100 M USD, qui permettra au gouvernement de financer à hauteur de 90% son projet de développement scientifique et technologique (PDST) inscrit au Plan national de développement 2013-2017. Ce projet concernera l'ensemble du territoire national. Y sont notamment inscrits la construction d'un parc scientifique et technologique, l'octroi de bourses, des projets de recherche et la promotion des femmes dans les activités de R&D. Le financement couvrira également le développement des compétences dans l'enseignement secondaire et contribuera à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique de propriété intellectuelle.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : révision de la règle relative à la participation nationale aux sociétés étrangères

La nouvelle loi sur les sociétés du 11 septembre 2015 oblige les sociétés étrangères exerçant une activité au Kenya à s'enregistrer dans le pays dans les 30 jours de leur établissement. L'exercice d'activités au Kenya est très largement défini, et inclut le fait d'être garant d'un débiteur kenyan ou d'effectuer un prêt au Kenya. Il est, de plus, prévu que 30% au moins du capital de la société étrangère établie au Kenya (et non de la société de droit kenyan constituée par des étrangers) soient détenus par des nationaux kenyans. Le gouvernement kenyan a annoncé, le 13 novembre, sa volonté de réviser la rédaction de cette règle impraticable.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

### ▼ Nigéria : nouvelle réglementation du secteur des énergies renouvelables

Le Nigéria vient d'adopter une nouvelle réglementation relative aux énergies renouvelables. Le texte approuvé par la Commission nigériane de régulation de l'électricité (NERC), conformément à la loi de réforme du secteur énergétique votée en 2005, prévoit notamment que les distributeurs d'électricité pourront acheter jusqu'à 50% de l'énergie produite par les centrales utilisant des sources d'énergie renouvelables (hydroélectricité, éoliennes, biomasse et solaires) dont la puissance est comprise entre 1 MW et 30 MW. La *Nigerian Bulk Electricity Trading Plc* (NBET) devra acheter l'autre moitié.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

### ▼ Fiscalité au Nigéria : le pays se situe au 181<sup>ème</sup> rang mondial du classement « Paying Taxes », réalisé par la Banque mondiale et PwC.

Le taux d'imposition total est plus faible au Nigéria qu'en moyenne en Afrique, s'établissant à 33,3% des bénéficiaires, contre 46,9% pour le continent. En revanche, la fiscalité nigériane est particulièrement complexe, puisque le paiement des impôts nécessite 908 heures, contre 313 dans le reste de l'Afrique. Enfin, le règlement des imports oblige à 59 paiements, tandis que la moyenne est de 36,6 en Afrique. Dans son dernier rapport article IV, le FMI considère que la mobilisation des revenus fiscaux non-pétroliers doit être une des priorités du Nigéria, s'établissant à 4,5% du PIB non-pétrolier contre 10-15% pour les autres pays producteurs de pétrole.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rencontre entre Muhammadu Buhari et Jacob Zuma au sujet de l'amende de 5,2 Mds USD imposée par le Nigéria au groupe sud-africain MTN**

Cette rencontre aura lieu en marge du forum sur la coopération Chine-Afrique, qui se tiendra à Johannesburg les 4 & 5 décembre 2015. Le ministre nigérian des Communications avait annoncé le 25 novembre 2015 que la décision finale concernant l'amende contre l'opérateur mobile sud-africain reviendrait au président Buhari. Le sort de MTN Nigeria n'est aujourd'hui toujours pas tranché. Le journal *Premium Times* avait accusé fin octobre 2015 le groupe sud-africain d'évasion fiscale au Nigéria, l'opérateur mobile transférant ses profits réalisés dans le pays vers ses filiales dubaïote, ghanéenne et mauricienne.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Première édition du *Cameroon Investment Forum* organisé par l'Agence de promotion des investissements**

200 entreprises locales et étrangères participent à cette première édition du *Cameroon Investment Forum*, ouvert le 25 novembre 2015 à Douala sous le thème « l'émergence à travers l'investissement ». Les secteurs concernés par ce forum sont : l'agro-industrie, les énergies renouvelables, l'habitat social et les infrastructures routières. Pour mémoire, cette initiative est née du forum économique organisé à l'occasion de la visite du Président Hollande au Cameroun.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ► Paris promet à l'Afrique 2 Mds d'EUR pour les énergies renouvelables

A l'occasion d'un mini-sommet de 12 chefs d'Etats dans le cadre de la COP21 le 1<sup>er</sup> décembre, François Hollande a promis de mobiliser 2 M EUR en faveur des énergies renouvelables en Afrique d'ici à 2020. Cette somme, essentiellement sous forme de prêts préférentiels, servira à financer les projets énergétiquement renouvelables jugés économiquement viables. Les 2 Mds EUR seront prélevés sur la hausse annoncée par la France en septembre dernier de 6 Mds consacrés au climat et à l'aide publique au développement de l'énergie. Les 4 Mds restants iront au développement des mini réseaux et de systèmes décentralisés de distribution, enjeux majeurs pour l'accès à l'électricité en Afrique.

✉ [jcossardeaux@lesechos.fr](mailto:jcossardeaux@lesechos.fr)

### ► Nigéria : le gouvernement fédéral finalise la mise en place de son *Master Plan* dans la région du Delta

Créée en 2000 par l'ancien président Obasanjo, la *Niger Delta Development Commission* (NDDC) opère en tant qu'agence publique afin de favoriser le développement économique et social du sud-est du Nigéria. A l'occasion du forum *Partners for Sustainable Development*, le vice-président nigérian a réaffirmé le soutien du gouvernement à la NDDC dans le cadre de la mise en place d'un nouveau *Master Plan* dont les actions devraient permettre l'accélération de la diversification économique, l'exploitation du potentiel agricole et piscicole, ainsi que la prise en compte des enjeux environnementaux qui touchent les populations à proximité des installations pétrolières.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ► Éthiopie: démarrage de la ligne ferroviaire Addis-Abeba – Djibouti

La première opération de transport du chemin de fer éthio-djiboutien a eu lieu le 20 novembre 2015. 3 500 tonnes de blé ont été acheminées de Djibouti à Nazareth (80 km d'Addis Abeba), à destination des populations touchées par la sécheresse. Les installations électriques n'étant pas terminées, le transport a été effectué au moyen d'une locomotive diesel. 93,5% des travaux ont été effectués côté éthiopien et 91% côté djiboutien, et la mise en service complète de la ligne est attendue pour mai 2016. Alors que les autorités éthiopiennes entendent développer 1 500 km de voies ferrées d'ici 2020, une deuxième ligne ferroviaire éthiopienne reliant Awash (centre du pays) à Mekele (nord du pays) est en cours de construction.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ► Le groupe Banque mondiale promet prêts et investissements pouvant atteindre 1 Md d'USD en Côte d'Ivoire entre 2015 et 2019

Le 30 septembre dernier, le groupe Banque mondiale a adopté un nouveau cadre de partenariat avec la Côte d'Ivoire qui lui permet, pour la première fois, de disposer d'un outil stratégique au service du développement du pays. Au titre de ce cadre, la Banque mondiale, la Société financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements promettent à la Côte d'Ivoire des programmes de prêts et d'investissements pouvant atteindre 1 Md USD. Cette initiative permet de mobiliser un volume conséquent de financements pour répondre aux objectifs de développement du pays.

✉ [othman.belouiz@gide.com](mailto:othman.belouiz@gide.com)



▼ **Le président Buhari alerte le Sénat sur la précarité des routes nigérianes**

« Our roads are dead ». C'est par ces mots que le président Buhari a décrit la grande précarité des routes du pays en sollicitant le soutien du Sénat sur les trois enjeux majeurs des infrastructures : réhabilitation et extension du réseau ferroviaire national, modernisation des routes ainsi que génération et distribution d'électricité. Affirmant que le Nigéria serait pénalisé à hauteur de 1,5 Md USD/an en raison des dépenses allouées à la maintenance du réseau routier et des difficultés de circulation, le groupe Dangote mène une campagne visant à faire adopter l'emploi du ciment dans la construction des routes au lieu du bitume. Dangote est le premier producteur du ciment du pays, avec une part de marché de 40%.

✉ [thibault.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibault.leger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Benin : projet d'augmentation de la production d'énergie**

Le groupe Genesis Energy, basé à Londres, a annoncé le lancement d'un projet d'énergie à gaz multiple destiné à fournir 360 MW d'électricité au Bénin. Le projet, d'un montant de 190 M USD, débutera sur une première tranche d'une capacité de production de 120 MW et fera l'objet d'un accord d'achat d'énergie (PPA). Dans le même temps, la société française Innovent a également signé un contrat d'achat d'électricité sur un projet de centrale solaire de 5 MW. L'électricité produite dans le cadre de ces deux projets sera injectée dans le réseau électrique du pays par la Société béninoise d'énergie électrique. Pour rappel, la consommation en énergie électrique au Bénin est actuellement largement dépendante des importations en provenance de pays voisins.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : la BAfD finance le corridor commercial reliant Bamako au port ivoirien de San Pedro**

La Banque africaine de développement a approuvé un financement de 179 M USD (71 M USD pour le Mali et 108 pour la Côte d'Ivoire) destiné à l'amélioration de tronçons routiers reliant Bamako, la capitale malienne, au port autonome de San Pedro, le second port ivoirien situé au sud-ouest du pays. Ce projet devrait être exécuté sur cinq ans entre mars 2016 et décembre 2020. La contribution de la BAfD représente 84,3% du coût total du projet.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : la SFI prend une participation de 15% au capital de Microcred**

Cet investissement de la Société financière internationale s'inscrit en soutien aux PME/TPE et en appui à l'entrepreneuriat. Le partenariat vise à améliorer l'accès au financement de 16 000 microentreprises au Mali d'ici 2018. En plus de cette prise de participation, la SFI va octroyer un prêt de 1,3 Md FCFA à Microcred et participera, à hauteur de 375 M FCFA, au financement d'une mission d'assistance technique en faveur de cette structure.

▼ **Niger : le Conseil d'administration du FMI approuve les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> revues du programme FEC**

Le 30 novembre dernier, le FMI a approuvé les deux revues afférentes à la Facilité élargie de crédit (FEC), dont bénéficie le Niger depuis le 16 mars 2012. Cette approbation permet le versement immédiat de 53,7 MUSD au profit du pays. Le Conseil d'administration du fonds a également accepté la demande des autorités nigériennes : (i) d'étendre le programme en cours jusqu'au 31 décembre 2016 et (ii) d'augmenter le crédit associé au programme à hauteur de 62,5% du quota maximum.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : renforcement des capacités de l'Etat sur la gouvernance minière**

La Banque mondiale a approuvé le 19 novembre dernier un crédit de 15 M USD pour le financement du projet de développement et de gouvernance minière (2016-2020). Ce projet vise à renforcer les capacités de l'Etat togolais en matière de gestion durable des ressources minières.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : financement chinois pour le numérique**

La Chine vient d'accorder au Sénégal un prêt d'un montant de 50,8 Mds FCFA pour le financement du projet « large bande ». Le projet, dont la réalisation est confiée à l'entreprise chinoise Huawei, consiste à la mise en place d'une plateforme numérique (TNT, 4G, fibre optique) afin d'assurer la couverture numérique de tout le Sénégal. Il vient en complément du projet « e-gouvernance » financé par la Chine (25 Mds FCFA) et qui avait permis le raccordement d'une douzaine de régions au réseau internet. La Chine entend ainsi soutenir le développement de l'économie numérique, qui constitue pour les autorités sénégalaises une priorité du plan Sénégal émergent.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cap Vert: financement de 15 M EUR de la BAfD**

La Banque africaine de développement vient d'accorder au Cap Vert un financement de 15 M EUR, dans le cadre du programme d'appui à la croissance économique. Ce programme vise à améliorer l'efficacité de l'investissement public et à promouvoir le développement du secteur privé qui constitue pour les autorités, le relai de développement économique du pays dans le contexte actuel de transition du Cap Vert vers le statut de pays à revenu intermédiaire.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du Sud : le pays ferme son marché à la volaille française

Suite à l'apparition d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène en Dordogne, les autorités vétérinaires sud-africaines ont annoncé le 26 novembre la fermeture de leur marché à l'importation de volailles et de produits à base de volailles depuis la France. La mesure est effective pour tous les containers chargés sur les bateaux après le 27 novembre 2015 et s'applique à toute production postérieure au 23 octobre 2015, en raison de la période d'incubation. Cette fermeture intervient alors que les exportations de viande fraîche de volaille depuis la France vers l'Afrique du Sud ont connu une croissance exponentielle depuis 3 ans en passant de 1,5 M EUR en 2013, à 9,7 M EUR en 2014 et 20,3 M EUR sur les 9 premiers mois de 2015.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : mission d'appui de l'INAO sur la création de nouvelles indications géographiques

Du 4 au 6 novembre dernier, deux experts de l'INAO ont participé à un atelier de travail organisé par le département de l'agriculture de la province du Western Cape sur l'élaboration des cahiers des charges de 5 indications géographiques potentielles sud-africaines : fleurs du Cap, brandy du Cap, rooibos de Wupperthal, honeybush et huile d'olive du Cap. Cette action s'inscrivait dans le cadre de la coopération décentralisée qui existe entre la province du Western Cape et la région Bourgogne.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : gros potentiel de développement pour l'aquaculture

La conférence biennale sur l'aquaculture en Afrique du Sud s'est tenue du 28 au 30 septembre. Organisée par l'AASA (*Aquaculture Association of South Africa*), elle a rassemblé plus de 200 professionnels du secteur. Le ministère de l'Agriculture a été sensibilisé au manque de cadre légal qui semble freiner considérablement le développement de l'activité, notamment la création de fermes aquacoles de grande envergure. Pour autant, l'aquaculture sud-africaine se développe rapidement, grâce aux technologies innovantes pour accroître la performance du secteur. Les professionnels redoutent toutefois un *Aquaculture Act* inadapté et invitent le législateur à la collaboration.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : urgence pour la réglementation de l'agriculture biologique

Face à la demande croissante des sud-africains en produits alimentaires sains, le gouvernement se voit pressé de créer rapidement une législation sur l'agriculture biologique. A ce jour, aucune loi n'encadre les productions plein-air et biologiques. Le ministre sud-africain de l'agriculture vient de réaffirmer le caractère prioritaire de cette question. Plusieurs propositions de loi et amendements ont été proposés depuis dix ans. Selon le ministère, la lenteur du processus réside dans le fait que l'*Agricultural Products Standards Act* (règlement concernant les normes sur les produits agricoles) de 1990 ne prévoit pas de disposition pour ce format d'agriculture, ce qui oblige le Parlement à modifier ledit règlement.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

▼ **Angola : le monde agricole pourrait disposer d'une assurance agricole en 2016**

L'agence angolaise de régulation et de supervision des assurances, ARSEG, travaille avec cinq compagnies d'assurance nationales (ENSA, Global Seguros, Mundial Seguros, Confiança Seguros et GA Seguros) au lancement de la première assurance agricole en Angola, prévu pour 2016. Une étude est en cours sur les différents risques auxquels est confronté le secteur agricole (sécheresse, maladies, inondations, incendies, etc.) afin de mettre en place les caractéristiques et les prix des différentes couvertures. Le défaut d'assurance agricole pénalise aujourd'hui le financement des projets agricoles dans le pays. Les investisseurs devraient profiter de cette nouvelle offre qui s'apparente à une garantie de crédit.

✉ [rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr](mailto:rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : du mouvement dans l'élevage à cycle court.**

La société Olam, anticipant un accroissement de la consommation en protéines animales au Nigéria, a annoncé se lancer prochainement dans l'alimentation pour élevage piscicole et dans les écloséries avicoles. Début novembre, c'est le groupe McDonald qui réaffirmait son intention d'entrer sur le marché nigérian, où la maîtrise de la chaîne d'approvisionnement en pomme de terres, en poisson, en poulet et en bœuf est un élément clé pour s'installer dans le pays le plus peuplé du continent et espérer rejoindre Kentucky Fried Chicken. Avec déjà plusieurs chaînes de fast-food sur le marché, KFC, Chicken Republic, Tastee Fried Chicken... et ces nouvelles annonces, il est probable que les investissements se multiplient dans l'aviculture et la pisciculture.

✉ [pierre.decoussy@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.decoussy@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Ouganda : appui à l'investissement privé en énergie renouvelable et efficacité énergétique - le programme SUNREF s'implante en Ouganda**

Le 19 novembre, le Comité des Etats étrangers de l'AFD a validé une facilité de crédit de 35 M EUR destinée aux banques ougandaises, afin d'appuyer l'investissement privé en énergie renouvelable et dans l'efficacité énergétique. Cette facilité s'inscrit dans le programme régional SUNREF, déjà présent notamment au Kenya et en Tanzanie. Les premiers accords entre l'AFD et les banques ougandaises sont attendus début 2016. Une assistance technique appuyée par BURGEAP et logée au sein de la KAM (*Kenyan Association of Manufacturers*) est déployée en Ouganda en partenariat avec l'UMA (*Uganda Association of Manufacturers*).

✉ [leroy-saudubrayv@afd.fr](mailto:leroy-saudubrayv@afd.fr)

▼ **Ouganda : construction de la ligne de transmission électrique haute tension entre Masaka et Mbarara**

Le 19 novembre, le Comité des Etats étrangers de l'AFD a validé l'octroi d'un prêt souverain concessionnel à l'Ouganda de 37,1 M EUR. Celui-ci sera accompagné d'un autre prêt de 35 M EUR de la KfW. Maillon essentiel du réseau de transmission ougandais mais également régional, ce tronçon, inscrit à l'agenda de la Communauté des Etats d'Afrique de l'est, fait figure de priorité pour les Etats de la région. L'appel à manifestation d'intérêt pour le consultant en charge de la supervision vient d'être publié par UETCL, l'entreprise publique ougandaise, maître d'ouvrage du projet ([www.dgmarket.com](http://www.dgmarket.com)). Le début des travaux est programmé pour le second semestre 2017.

✉ [leroy-saudubrayv@afd.fr](mailto:leroy-saudubrayv@afd.fr)

### ▼ **Nigéria : quel avenir pour les raffineries appartenant à la NNPC ?**

Le dernier rapport mensuel de la Compagnie pétrolière nationale nigérienne indique que les raffineries lui appartenant n'ont pas produit de carburant en octobre 2015, engendrant une perte pour l'entreprise publique de 1,45 Md NGN (environ 6 M EUR). La semaine dernière, la NNPC a annoncé vouloir fermer les raffineries les moins performantes pour une période d'un an pour maintenance à partir de décembre 2015.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Le gouvernement nigérian va prendre exemple sur l'industrie minière australienne**

Le nouveau ministre des Mines nigérian Kayode Fayemi a indiqué que le gouvernement fédéral étudierait avec attention la manière dont l'Australie a su dynamiser son industrie minière, notamment sur la gestion des droits de propriété entre l'autorité fédérale et les gouvernements locaux. Le haut-commissaire australien a accueilli très positivement cette proposition, déclarant que la coopération se déclinerait sur les aspects techniques, d'organisation et de formation. Il a néanmoins précisé que le gouvernement devrait améliorer l'environnement des affaires du secteur pour attirer les investisseurs : sécurité des installations, application rigoureuse de la loi et approvisionnement électrique de bonne qualité.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **10 stations-services Total alimentées en énergie solaire avant fin 2015**

En juin 2014, la société Total Nigeria inaugurerait à Lagos la première station-service d'Afrique de l'ouest possédant son propre système de génération électrique via énergie solaire pour un montant d'1,5 M USD. Total Nigeria s'est engagé à finaliser d'ici fin décembre l'équipement en panneaux solaires de 10 de ses 500 stations-services à travers le pays.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ghana : arrivée de la première barge turque sur fond de polémiques**

La première des deux barges turques, objet d'un accord d'achat d'électricité pour 10 ans entre l'entreprise Karpowership Ghana et l'opérateur ghanéen de distribution électrique ECG est arrivée au Ghana le 28 novembre. Certains critiquent les conditions du contrat signé avec la partie turque notamment sur le montant des pénalités jugé trop faible en cas de rupture d'approvisionnement. L'autorité de régulation PURC et le ministre de l'Energie se sont livrés à une passe d'arme sur la nécessité d'une nouvelle hausse des tarifs électriques. A l'heure actuelle, le prix payé par le consommateur demeure très inférieur aux coûts de production, d'où les déficits récurrents des opérateurs du secteur par ailleurs lourdement endettés.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Togo : exploitation du manganèse**

Dans un communiqué paru le 17 novembre dernier, la société minière australienne Ferrex annonce qu'elle est en attente d'une convention minière avec l'Etat pour l'exploitation du manganèse sur le site de Nayega (nord du Togo), doté de 14 millions de tonnes de réserve. La société espère pouvoir commencer la production neuf mois après obtention du permis d'exploitation. La première phase du projet devrait permettre l'exportation annuelle de 250 000 tonnes de manganèse.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Attribution de blocs pétroliers au Gabon : lancement de la campagne de promotion et de contact

Près d'un mois après le lancement à Cape Town (Afrique du Sud) du 11<sup>ème</sup> appel d'offres pour l'attribution de cinq blocs pétroliers dans l'offshore profond et très profond au large du Gabon, le gouvernement a lancé, le 24 novembre dernier, une série de rencontres avec les soumissionnaires. Le 10<sup>ème</sup> appel d'offres avait connu un succès appréciable avec la signature de neuf contrats, pour certains avec des majors comme Exxon mobil, Total, Shell et Petronas ainsi que le français Perenco. Les soumissionnaires sont appelés à faire leurs offres sur cinq blocs dénommés E12, F12, F13, E14 et G14, situés dans les mêmes zones que les permis récemment signés.

✉ [thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Afrique australe : Alstom renforce sa présence

Alstom va accélérer son développement en Afrique australe grâce à l'acquisition de 51% du capital de CTLE (Commuter Transport & Locomotive Engineering), une société sud-africaine spécialisée dans la modernisation des trains et disposant d'une installation de fabrication de 80 000 m2 dans la région d'Ekurhuleni, à l'est de Johannesburg, à proximité immédiate de la future usine d'assemblage de Gibela, dans laquelle Alstom détient 60% du capital. L'acquisition est faite auprès de CTE (Commuter Transport Engineering) et de l'IDC (Industrial Development Corporation), deux sociétés sud-africaines avec lesquelles un accord a été signé et qui resteront actionnaires. L'opération doit encore être validée par les autorités antitrust sud-africaines.

✉ [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : projet de règlementation de la filière crabe

À l'issue de l'atelier national sur la réduction des pertes post-captures du crabe de mangrove du 24 novembre 2015, le ministre de la Pêche et des ressources Halieutiques a annoncé qu'un projet de loi régissant la filière crabe serait présenté prochainement. Cette loi vise à étendre au niveau national les actions du programme *Smart Fish*, financé par l'UE et mis en œuvre conjointement avec la FAO depuis 2011. Ce programme a permis de réduire les pertes post-captures de 32% en 2013 à 17% en 2015. Des mesures seront également prises pour accompagner l'exploitation durable et rationnelle de cette ressource. La production actuelle ne dépasse pas 3 500 tonnes, dont 2 500 exportées vers la Chine, alors que le potentiel est estimé à 7 500 tonnes.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : l'entreprise mauricienne Phoenix en passe de racheter le réunionnais Edena

La brasserie Phoenix Beverages Ltd (filiale de GML, premier groupe d'affaires à Maurice) est en passe de finaliser l'acquisition de l'embouteilleur réunionnais Edena SA (groupe Marbour). N°1 sur le marché mauricien des boissons et spiritueux, Phoenix dispose déjà d'une filiale de distribution à La Réunion. Edena, avec un chiffre d'affaires proche de 16 M EUR en 2014, est le leader à La Réunion sur le marché de l'eau de source et des boissons gazeuses (marques Edena, Bagatelle, Volcanik, Big Cola, Sega, etc.). Il y a aujourd'hui moins d'une dizaine d'entreprises mauriciennes implantées à La Réunion, tandis que près d'une quarantaine de sociétés réunionnaises disposent de filiales ou de joint-ventures à Maurice.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : signature d'un mémorandum sur l'exploitation du méthane dans le lac Kivu**

Germaine Kamayirese, secrétaire d'Etat en charge de l'Energie du Rwanda, et Aimé Ngoy Mukena, ministre des Hydrocarbures de la République démocratique du Congo, ont signé un accord visant à garantir une exploration et une exploitation des réserves de gaz naturel du lac Kivu dans le respect de l'environnement et des populations vivant aux bords du lac. Les deux pays se sont engagés à suivre les recommandations d'un comité technique commun. Si le Congo n'a toujours pas lancé l'exploration dans les blocs qui lui sont dédiés, le Rwanda a déjà lancé l'exploitation du gaz : la centrale KivuWatt, raccordée courant novembre 2015 au réseau électrique national, produit 22 MW grâce au méthane extrait du lac.

✉ [loic.agostini@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.agostini@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : amélioration du plan national de soutien à l'automobile**

Afin de soutenir le secteur automobile, qui contribue à 6% du PIB et 12% des exportations en 2014, le gouvernement sud-africain a annoncé le 8 novembre une révision et une extension de son plan de soutien au développement du secteur automobile. Ce plan prévoyait initialement de porter la production automobile à 1,2 million d'unités d'ici 2020. Constatant que cet objectif ne sera pas atteint, le ministère de l'Industrie et du commerce a annoncé plusieurs amendements significatifs, effectifs dès 2016 parmi lesquels l'abaissement du seuil de production déclenchant les allocations d'assemblage (passant de 50 000 unités par an à 10 000) et des subventions pour les nouveaux entrants dans l'industrie.

✉ [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : deux décisions d'investissements étrangers dans le secteur automobile**

Dans la continuité de l'amélioration du plan sud-africain de soutien à l'automobile, deux constructeurs automobiles viennent d'annoncer des investissements significatifs d'extension dans le pays : BMW va investir 6 Mds ZAR (471 M USD) dans son usine de Rosslyn (banlieue de Pretoria) afin d'y fabriquer d'ici 2019 son modèle SUV X3. De son côté, Nissan va doubler les capacités de sa chaîne d'assemblage, également située à Rosslyn, à 80 000 unités par an (fabrication d'un nouveau « pick-up » à partir de 2018).

✉ [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : redressement de la situation financière d'Eskom**

La compagnie publique d'électricité Eskom vient de publier ses résultats d'avril à septembre 2015. Elle affiche une croissance de 8%, portant son chiffre d'affaires à 6,2 Mds USD. Les profits ont augmenté de 22 % à 798 M USD, hausse induite par la révision des prix de l'électricité (12,7%), accordée par le régulateur national de l'énergie, Nersa, compensant la baisse des volumes vendus (1,7%). Bien que la dette ait augmenté (de 9% à 442 Mds ZAR), l'entreprise est parvenue à baisser son taux d'endettement de 66% à 60%, grâce à une augmentation de fonds propres de 37%, provenant d'une injection de capital du gouvernement sud-africain de 10 Mds ZAR et à la conversion d'un prêt en fonds propres de 6 Mds ZAR.

✉ [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### Kenya : moratoire sur l'octroi de licences pour les nouvelles banques commerciales

La *Central Bank of Kenya* (CBK) a annoncé, le 17 novembre, un moratoire sur l'octroi de nouvelles licences bancaires. Elle a cependant précisé que ce moratoire ne s'appliquait pas aux fusions et acquisitions. La mesure vise à favoriser la concentration du secteur, aujourd'hui très dispersé. Au cours des dernières années, plusieurs banques sont entrées sur le marché bancaire kényan grâce à des opérations d'acquisition tandis que la dernière banque à avoir obtenu une licence est la banque nigériane United Bank of Africa (UBA), en 2011. Cette décision intervient moins d'un mois après la mise sous tutelle d'Imperial Bank, banque de petite taille, par la CBK pour cas d'irrégularités et de malversations.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### Maurice : poursuite des investissements du groupe mauricien LUX à la Réunion

La chaîne hôtelière LUX Resorts & Hotels (filiale du groupe mauricien GML) devrait procéder, fin 2016, à l'ouverture d'un nouvel établissement à la Réunion, le « Lux Sud Sauvage », un 5\* dont elle assurera la gestion, tandis que les murs seront propriété d'un groupe chinois. LUX, seul groupe hôtelier mauricien présent à La Réunion, dispose déjà de deux hôtels dans le département français : le « Lux St Gilles » (5\*) et « Le Récif » (3\*), tous deux situés à Saint Gilles. Par ailleurs, la compagnie mauricienne a signé récemment un contrat pour la gestion d'un complexe hôtelier en Chine (Chengdu), qui devrait ouvrir ses portes début 2017. LUX Resorts & Hotels est également présent aux Maldives et aux Emirats Arabes Unis.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### Seychelles : rachat du principal opérateur télécom aux Seychelles

Cable & Wireless Seychelles, présent dans l'archipel depuis 1893, devrait changer de propriétaire très prochainement : sa maison-mère, l'opérateur britannique Cable & Wireless Communication, fait actuellement l'objet d'une offre d'acquisition par le groupe américain Liberty Global, propriété du milliardaire américain John Malone. Ce dernier, avec 27 millions de clients répartis dans une quinzaine de pays, est un des principaux câblo-opérateurs dans le monde. L'opérateur historique des Seychelles emploie environ 200 salariés et détient un peu plus de 70% du marché (téléphonie fixe et mobile, accès internet, etc). Le deuxième acteur sur le marché seychellois est le groupe indien Bharti Airtel, avec environ 25% de part de marché.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### Afrique du Sud : Samsung domine le marché des smartphones

Selon une étude d'*International Data Corp* (IDC), le groupe sud-coréen Samsung domine le marché sud-africain des smartphones avec 56,6% de part de marché, loin devant Vodacom (marque opérateur, 7,6%) et Huawei (6,9%). Son principal concurrent à l'échelle mondiale, Apple, n'enregistre que 4%, derrière Nokia avec 5,3%. Cette domination s'explique par la distribution à des prix abordables des smartphones Samsung dans des magasins indépendants ainsi que dans des magasins d'opérateurs. Concernant le produit, les grands écrans et la résolution des appareils photos sont des différenciateurs-clés sur le marché sud-africain, comme aussi des applications locales répondant aux problématiques sociales du pays (éducation).

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr



### ▼ Nigéria : vers une privatisation des services postaux ?

Récemment nommée par le président Muhammadu Buhari à la tête de la fonction publique fédérale, Winifred Oyo-Ita a évoqué publiquement la possibilité de privatiser les services postaux au Nigéria. Le secteur postal, appelé Nipost, est actuellement entièrement détenu par l'Etat fédéral mais collabore avec plusieurs distributeurs privés comme EMS (depuis 1986 sur les envois express) ou Konga (depuis mai 2015, pour s'adapter à l'évolution du e-commerce et des nouveaux réseaux de distribution). La poste nigériane emploierait près de 20 000 personnes dans plus de 5 000 bureaux. Nipost aurait réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 5 Mds NGN (environ 24 M EUR) dont plus d'1 Mds NGN (environ 4,9 M EUR) sur la vente de timbres.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Progression de l'activité de l'aéroport d'Accra

En dépit de la crise Ebola, l'aéroport d'Accra a enregistré, en 2014, une progression de son trafic passager et de son activité fret. Avec 2 369 538 passagers, il se classe 19ème aéroport du continent, alors que pour le fret les 54 000 tonnes traitées en 2014 ont permis à l'aéroport de la capitale ghanéenne de se hisser au 7ème rang en Afrique. L'autorité des aéroports, GACL, qui travaille actuellement à des projets d'extension des principaux aéroports du pays, a ainsi pu dégager un résultat net de 184 GHS (45 M EUR), en nette progression par rapport à l'exercice précédent.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : la 4G lancée au premier trimestre 2016

Le ministre ivoirien des TIC a annoncé que la Côte d'Ivoire passera à la téléphonie 4G avant la fin du premier trimestre 2016. Pour mémoire, le marché ivoirien de la téléphonie compte cinq opérateurs, dont trois (Orange, le sud-africain MTN et l'émirati Moov) se partagent près de 90% du marché. La Côte d'Ivoire compte aujourd'hui environ huit millions d'abonnés et d'utilisateurs d'internet, principalement de l'internet mobile à travers la 3G, contre moins de 200 000 en 2011-2012.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire-transport aérien : une ligne directe Abidjan-Kigali en 2016

Le ministre ivoirien du transport et son homologue rwandais ont signé un accord portant sur l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre Abidjan et Kigali à partir de 2016. La mise en œuvre de cet accord est du ressort des compagnies nationales des deux pays (Air Côte d'Ivoire et Rwandair). Rwandair entend pour sa part démarrer dès début 2016, avec au moins quatre vols hebdomadaires.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : opportunités d'affaires françaises pour la transformation de Luanda

Le plan directeur général de Luanda a été approuvé par le Conseil des ministres du 25 novembre. Cet instrument de planification et d'aménagement du territoire, par la requalification des zones en nouvelles urbanités, met l'accent sur l'utilisation des sols, la voirie et les transports publics (le Parlement a approuvé le 17 novembre une enveloppe de plus de 40 M EUR pour financer des études), les équipements sociaux, les infrastructures d'eau, d'électricité et de télécommunications, ainsi que les espaces verts. Il se veut un « activateur de PPP » dont les entreprises participant aux rencontres d'affaires de Business France du 1er au 3 décembre 2015 sur l'aménagement urbain pourront tirer parti.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Gabon : dissolution de la Société des cigarettes gabonaise

La Société des cigarettes gabonaise (Sociga) a annoncé qu'à la suite de l'assemblée générale extraordinaire du 16 novembre dernier, il a été décidé par les actionnaires de procéder à la dissolution de la société. Un liquidateur a été immédiatement nommé. L'entreprise serait confrontée depuis dix ans à d'énormes difficultés financières liées notamment à la perte totale de ses marchés d'exportation (Tchad en 2006, Congo en 2013, République centrafricaine et Cameroun en 2014).

✉ [thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : plainte des PME gabonaises contre l'Etat au sujet de la dette intérieure

Présidée par Jean-Jacques Bourdette et totalisant 114 PME locales, la coalition des organisations patronales a saisi le tribunal de Paris, espérant voir solder en sa faveur une créance de 32 Mds FCFA. La demande consiste en un gel des biens immobiliers et des avoirs financiers de l'Etat gabonais en France et en Europe, afin de contraindre l'Etat à apurer sa dette vis-à-vis des PME. Estimant être marginalisés, les entrepreneurs gabonais ont pris cette décision au terme de leur dernière assemblée générale à Libreville, après avoir épuisé tous les recours auprès des instances compétentes du Gabon.

✉ [thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : apport du groupe financier Kenyan Equity Bank dans le développement de Pro-credit Bank

Le groupe financier kenyan Equity Bank devient le premier actionnaire de Pro crédit Bank en République démocratique du Congo (RDC) après avoir acquis 79% des parts dans le capital de Pro-credit Bank. Célestin Mukeba, directeur général de Pro-credit Bank RDC envisage, avec l'apport du nouvel actionnaire, d'ouvrir 76 agences à travers la RDC et d'investir en technologies de pointe afin d'améliorer le service aux clients. Le groupe Equity Bank est le plus grand groupe bancaire en Afrique centrale et orientale avec un poids financier de plus de 5 Mds USD en termes de total actif et d'1 Md USD en fonds propres.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Côte d'Ivoire/Togo : séminaires régionaux sur les PPP en Afrique subsaharienne

Deux séminaires de formation sur les aspects institutionnels, juridiques, contractuels et financiers des partenariats public-privé (PPP) ont été organisés à Abidjan et à Lomé en novembre 2015. Ils s'inscrivent dans le cadre du programme de formation itinérante sur les PPP, mis en œuvre par Expertise France, l'AFD (CEFEB) et la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF). Le programme *Parcours PPP* (2015-2018) prévoit 15 sessions de formations régionales et thématiques à destination de cadres d'Afrique anglophone et francophone. Entre 2012 et 2015, le programme *Bien préparer un PPP* a permis d'organiser des séminaires de formation à Abidjan, Johannesburg et Dakar (2013).

✉ [carole.devidal@expertisefrance.fr](mailto:carole.devidal@expertisefrance.fr)

### ▼ Le président approuve la contribution nigériane pour la COP21

Trois jours seulement avant l'ouverture de la COP21, le Nigéria a remis sa contribution concernant ses émissions de gaz à effet de serre. Transmis auprès des Nations Unies, le document indique les objectifs du Nigéria pour 2030 : 1/ limiter sensiblement les opérations de torchage du secteur Oil & Gas, 2/ générer 13 000 MW grâce à l'énergie solaire, 3/ améliorer le réseau de distribution électrique, 4/ mettre en place une agriculture soucieuse de l'environnement et des projets de reforestation à grande échelle, 5/ réduire de 20 à 40% le total des émissions de CO2 estimées en 2030 si aucune action n'est mise en place.

A noter que le président Buhari sera présent à Paris à l'occasion de cet événement.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Organisation de la semaine française par la Chambre de commerce et d'industrie France-Nigéria

Organisée par la CCIFN du 20 au 27 novembre 2015, la « French Week » s'est articulée autour de trois volets : 1/la soirée Beaujolais Nouveau (+300 participants réunis autour du vin nouveau et des plats français); 2/le Sommet Economique du 24 novembre dont les présentations faites par Total, Schneider Electric et Vergnet sur les énergies renouvelables ont sensibilisé les participants sur le besoin d'investir dans ce secteur au Nigéria; 3/la soirée de Gala du 27 novembre qui a permis de célébrer le 30ème anniversaire de la CCIFN et d'inaugurer son nouveau logo.

Les défilés de modes, les performances musicales et de danse ainsi que la reconnaissance des sponsors officiels ont aussi marqué la soirée.

✉ [drichard@france-nigeria.fr](mailto:dritchard@france-nigeria.fr)

### ▼ Nigéria : une semaine d'évènements pour le lancement de la COP 21

Samedi 28 novembre s'est achevée à Abuja une semaine dédiée au climat, marquant le début de la COP 21, qui commençait lundi 30 novembre à Paris. Cette semaine d'évènements, organisée dans l'enceinte de l'Institut français par l'ambassade de France, l'Institut français et l'AFD, a accueilli près de 400 personnes, venues visiter l'exposition « 60 solutions face au changement climatique » et assister aux projections de films, aux débats et à une conférence-débat sur la situation du lac Tchad. La soirée de clôture a été l'occasion pour la fondation Shehu Musa Yar'Adua de présenter un tout nouveau film, « Nowhere to Run », consacré au changement climatique au Nigeria. Ce film sera projeté au Bourget durant la COP 21.

✉ [neyrag@afd.fr](mailto:neyrag@afd.fr)

▼ **COP 21 : engagement des entreprises françaises dans le développement durable au Ghana**

En prévision de la COP 21 et en partenariat avec Price Waterhouse Ghana, l'Ambassade de France à Accra a organisé, le 27 novembre un forum sur le développement durable, auquel a participé le ministre ghanéen de l'Environnement, des sciences et de l'innovation, Mahama Ayariga. Ciblant les entreprises et décideurs ghanéens, cet événement a permis de mettre en avant le savoir-faire et l'engagement des entreprises françaises dans le développement durable, qu'il s'agisse des installations solaires (Total et Schneider) dans le nord du pays, du premier hôpital certifié LEED en Afrique construit à Accra par Bouygues, ou de l'hospitalité durable avec le programme PLANET 21 d'ACCOR.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Participation collective française au salon Agrofood West Africa à Accra**

Réunies sur un pavillon collectif ADEPTA, 10 entreprises des secteurs agroalimentaire (céréales, aliments pour animaux à base d'algues) et équipements (unités embouteillage et d'emballage pour l'industrie laitière) pour les IAA ont participé du 1er au 3 décembre au salon régional Agrofood West Africa qui se tient tous les deux ans à Accra. Deux autres pays européens, l'Allemagne et les Pays Bas, y étaient représentés au travers de pavillons collectifs.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

